

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 5 NOVEMBRE
N°297 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942

DISCUSSION DU BUDGET
DE L'AGRICULTURE A
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

180 000 exploitations
menacées
de liquidation
d'ici 1980 !

Voir p.2

Chirac chez Giscard CONTRAINTS DE SERRER LES RANGS POUR IMPOSER L'AUSTÉRITÉ

Giscard recevait hier à 16 heures Chirac, 10 semaines après la démission fracassante de ce dernier. Les commentateurs ont présenté cette rencontre comme une réconciliation entre les deux hommes, et l'union des formations de la coalition présidentielle. Mais les rapports entre politiciens bourgeois ne doivent rien aux bons sentiments, c'est à d'autres préoccupations qu'obéissent les relations entre les divers groupes qui composent la majorité parlementaire.

Ces derniers jours, Giscard et Barre ont reçu et consulté les principales formations de la coalition giscardienne. Le 29 novembre, Giscard recevait les ministres RI, le 3 novembre, il recevait le comité directeur de la Fédération Nationale des clubs « Perspectives et Réalités » dont Fourcade est président, et hier, c'était au tour de Chirac. Barre rencontrait mercredi le CDS. Ces rencontres visent à donner de la

majorité parlementaire un aspect uni, et à tenter de la coordonner.

DES DIVERGENCES PUBLIQUES

La division, les contradictions qui s'étaient publiquement, sont un mauvais argument électoral. Il fallait y remédier à l'approche des élections municipales. Il fallait surtout resserrer les rangs pour faire face à l'opposition massive au plan Barre et, coordonner les efforts des partis réactionnaires pour l'imposer aux travailleurs. C'est le sens de cette déclaration de Giscard aux clubs « perspectives et Réalités » demandant à sa « majorité » « Une parfaite solidarité chaque fois qu'il s'agit de soutenir un effort national et de présenter à l'opinion les choix essentiels ».

Suite p. 3

Rencontre de l'Egyptien Fahmi
avec Gromyko, à Sofia

NOUVELLES MANOEUVRES
SOVIÉTIQUES CONTRE
LES PEUPLES ARABES

voir p. 7

problemes du marxisme-leninisme

1 - A PROPOS
DE L'OC-GOP ET
DE RÉVOLUTION !

Voir p.3

DÉCIDÉ AVANT HIER PAR
LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

ARRET DE CONCORDE

- Une concession à l'impérialisme US.
- CHÔMAGE POUR LES TRAVAILLEURS DE L'AÉRONAUTIQUE



Les travailleurs de la SNIAS, comme ceux de toute l'aéronautique, refusent la restructuration capitaliste. Voir p.6

Après le raid raciste contre le Mozambique les patriotes contre-attaquent à Umtali

L'agression entreprise contre le Mozambique a reçu une violente riposte de la part des forces armées de libération. Mercredi, dans la journée, des combats importants se poursuivaient. De leur côté, les guérilleros des forces armées populaires de Zimbabwe ont lancé une contre-attaque contre la ville de Umtali, proche de la frontière du Mozambique où se situe le point de départ et de ralliement des forces racistes.

Dans le discours qu'il a prononcé devant les pays non-alignés, Samora Machel, président de la République du Mozambique a dénoncé le rôle du régime raciste et son intervention au Mozambique.

« La Rhodésie est la force opérationnelle de l'impérialisme », déclarait Samora Machel, à Colombo.

Lire en page 12 :
LA POLITIQUE RHODÉSIE
DE GÉNOCIDE
TÉMOIGNAGE SUR LE MASSACRE
DE NYAZONIA

● Poniatowski et les écoutes téléphoniques... un dirigeant du mouvement viticole est inculpé -P4-

● La SICCA (St Malo) : les acquis de 19 mois de lutte contre la liquidation
● Non à la dissolution de l'Union Locale CFDT Paris 8°-9° par l'UD 75 !

● Tunisie : la répression contre les prisonniers politiques s'aggrave -P8-

Allemagne de l'Ouest

Cérémonie à la mémoire du nazi Peiper

● LE GOUVERNEMENT D'ACCORD

● CONTRE-MANIFESTATIONS EN PRÉPARATION

Le tribunal de Karlsruhe, en Allemagne de l'Ouest, vient de donner l'autorisation de tenir une cérémonie à la gloire des « héros » de la seconde guerre mondiale. Elle sera organisée à Mannheim par le groupe nazi « Union du peuple allemand ». Celui-ci a prévu de mettre une plaque à la mémoire du SS Peiper. L'autorisation ayant, une première fois, été rejetée, une nouvelle demande a été formulée.

Peiper est un ancien criminel de guerre condamné à mort en 1956. Il se cachait en France, dans le village de Traves, près de Vesoul, et a disparu à la suite de l'incendie de sa villa au mois de juillet.

L'autorisation de cette manifestation — à la suite de l'affaire qui a conduit au limogeage de deux officiers généraux, la semaine dernière, qui avaient assisté à une cérémonie en présence de Rudek, l'ancien pilote de guerre hitlérien — illustre la tentative progressive de réhabilitation des anciens nazis, dans la suite du modèle allemand.

suite p. 7

en page 9

La fin de notre enquête

guadeloupe : où en est-on ?
suite à « l'opération Soufrière, des dizaines de milliers de travailleurs guadeloupéens ruinés »

PAYSANS

Le budget de l'agriculture devant l'Assemblée Nationale

180 000 EXPLOITATIONS MENACEES DE DISPARITION D'ICI 1980 -1-

Quinze jours après le débat sur le plan sécheresse, les questions agricoles sont au centre des discours des députés avec la discussion du budget de l'agriculture pour 1977. Les paysans ne peuvent pourtant guère en attendre qu'une confirmation de la grave insuffisance de l'indemnisation des conséquences de la sécheresse, retenue par le gouvernement (5,5 milliards alors que les pertes, qui ont frappé durement les petits producteurs, notamment les éleveurs, sont supérieures au double de ce chiffre).

Les dépenses du budget de l'agriculture s'élèveront à plus de quarante milliards en 1977, en progression de 18 % par rapport à 1976. Malgré ce taux élevé par rapport à l'ensemble du budget (13,7 %) les mesures nouvelles se réduisent à peu de choses.

OU VA L'ARGENT ?

Les postes les plus importants, les contributions au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et au budget de la CEE, pour le financement de la politique agricole commune (soit 19,4 et 7,5 milliards) sont aussi ceux qui s'accroissent le plus (17,2 % et 33 %). La contribution au budget de la CEE va servir notamment à sub-

ventionner les importations agricoles des pays à monnaie très faible (Italie et Grande Bretagne).

Les autres postes (services du ministère, charges de bonification d'intérêt des prêts du Crédit Agricole, subventions aux organismes d'intervention pour la régularisation des marchés) augmentent nettement moins, de 9,5 à 12 %.

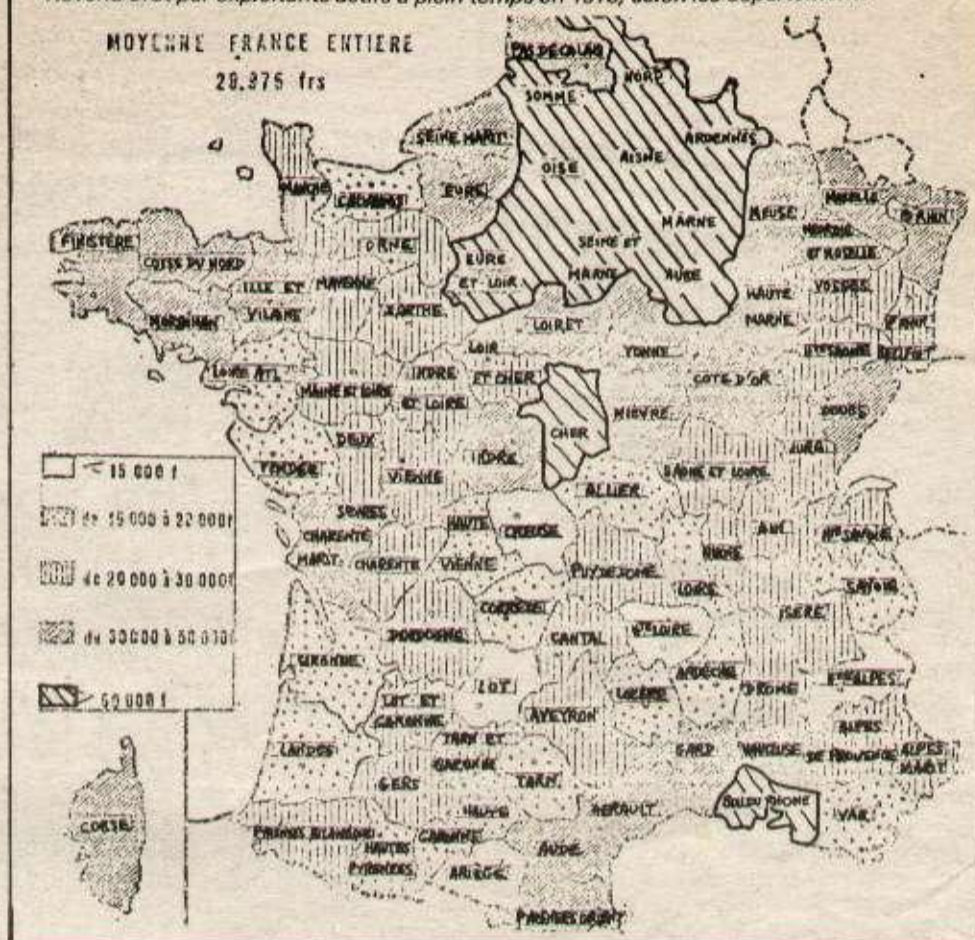
L'institut national de la recherche agronomique (INRA) bénéficie d'un effort particulier. Ses travaux, largement orientés vers le développement capitaliste de l'agriculture, profitent principalement aux firmes d'aliments pour animaux, d'engrais et produits chimiques divers.

CEUX QUI BÉNÉFICIENT DES INVESTISSEMENTS

Les dépenses d'investissement ne représentent qu'une très faible fraction du budget total. Avec 2,1 milliards d'autorisations de programme (montant maximum des investissements engagés) pour 1977 c'est une diminution de 360 millions de ces dépenses qui est enregistrée par rapport à 1976. Le recul est le plus net pour l'hydraulique (-25 %), les aménagements fonciers (-35 %) comprenant en particulier les remboursements, les services ruraux publics (-31 %).

A noter qu'une large part de ces crédits bénéficie aux industries agricoles et alimentaires. Les conditions d'attribution des subventions sont souvent si complexes ou inversement l'objet est si mal défini que seuls en bénéficiaient les paysans les mieux informés ou les mieux introduits dans les services officiels, c'est à dire souvent ceux qui en ont le moins besoin.

Revenu brut par exploitants actifs à plein temps en 1975, selon les départements



LES DISPARITÉS DE REVENU S'ACCROISSENT

D'après une étude du ministère de l'agriculture, l'échelle des revenus agricoles (revenu brut d'exploitation comprenant les investissements pour 20 % environ) s'étalait en 1975 et pour les paysans employés à plein temps de 11 100 F dans les Landes, 13 400 F dans la Creuse, 14 000 F en

Haute Loire à 94 700 F en Seine et Marne et 101 600 F en Marne, soit un rapport de 1 à 9. Cet éventail serait encore plus large si on comparait les revenus par exploitations du fait du nombre croissant de paysans à temps partiel qui ont dû rechercher un travail salarié complémentaire. En 1970, 10 % des exploitations se partageaient la moitié du revenu global.

DES INÉGALITÉS SELON LA RÉGION ET LA PRODUCTION...

Sur la France entière, le revenu agricole est égal à environ 70 % du salaire moyen, mais avec des écarts allant de 42 % dans les Landes, 51 % dans le Lot, la Loire, la Savoie, 52 % dans l'Ariège à plus de 250 % en Seine et Marne, Aube, Aisne, plus de 300 % en Marne, Eure et Loir. D'une façon générale, les départements les plus défavorisés sont situés dans les massifs montagneux et leur pourtour (Auvergne, Limousin, Rhône-Alpes) ainsi que dans le Sud Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées), les plus riches en Région Parisienne, Champagne, Picardie.

Ces disparités coïncident souvent avec des productions à dominante différente, lait et viande

bovine pour les premiers, céréales pour les derniers. Ces moyennes départementales ne permettent pas cependant de se rendre compte des inégalités importantes qui existent entre les exploitations de chaque département.

... QUI S'ACCROISSENT

De 1967 à 1974, on constate que plusieurs départements producteurs de lait et de viande bovine reculent par rapport à la moyenne nationale, et qu'en sens inverse les grands départements céréaliers améliorent leurs positions.

Cette différenciation, le capitalisme ne peut que l'accroître, permettant aux paysans qui disposent des meilleures terres de s'agrandir encore et de s'équiper de plus en plus, et faisant régresser ceux des zones où les terres sont moins bonnes et les possibilités d'extension limitées.

D'ailleurs c'est dans les régions où les investissements seraient les plus nécessaires (Auvergne, Limousin, Aquitaine) qu'ils sont les plus faibles, les banques prêtant davantage (rapport 1 à 3) aux grosses exploitations les plus riches de Picardie du Centre et de la Champagne.



Les prestations sociales agricoles

Le BAPSA (Budget annexe des prestations sociales agricoles) regroupe les recettes et dépenses de sécurité sociale (maladie, vieillesse, prestations familiales) des exploitants agricoles. Les prestations atteindront 23 milliards en 1977, dont plus de la moitié pour la vieillesse (25% dans le régime général des salariés).

L'ALOURDISSEMENT DES COTISATIONS INDIVIDUELLES

Le montant global des cotisations représente 15,9% des recettes, comme en 1976, ce qui correspond, du fait de la détermination régulière du nombre de paysans et de la stagnation du revenu, à un net alourdissement des cotisations individuelles (qui augmentent de plus de 17%).

Il existe quatre cotisations : l'une est uniforme pour tous, et les autres sont déterminées d'après le revenu cadastral, c'est-à-dire en gros le prix de location des terres. Pour deux de ces dernières, le revenu cadastral est corrigé par la prise en compte du revenu agricole (pour 25%). Le mode de calcul introduit une certaine progressivité des cotisations par le jeu de taux d'abattement.

Les autres ressources comprennent surtout des taxes sur divers produits agricoles, une fraction de la TVA (23% des ressources), une subvention du budget de l'État (29%) et un versement du régime des salaires (26%) pour compenser la diminution du nombre de cotisants par suite de l'exode rural. Pour l'assurance vieillesse, par exemple, dans le régime général, 3,8 assurés paient des cotisations pour un retraité, mais, dans le régime

des exploitants agricoles, il n'y a qu'un cotisant pour un retraité.

4 000 F DE RETRAITE PAR AN...

En assurance maladie, les droits des paysans sont les mêmes que ceux des salariés ; mais leurs dépenses médicales sont inférieures de 20%. L'isolement, la faible densité de médecins dans les zones d'agriculture pauvre, les difficultés d'avancer le montant des honoraires et des dépenses de pharmacie (que connaissent aussi les ouvriers et nombre d'employés) expliquent cette différence.

Parmi les mesures nouvelles, les agricultrices en congé de maternité recevront une indemnité qui compensera en partie les frais de leur remplacement par une personne extérieure.

Les retraites malgré une certaine augmentation ces dernières années sont misérables : en 1975, la retraite moyenne (retraite complémentaire comprise) s'élevait à 4 900 F par an.

En 1976, les chefs d'exploitation bénéficiant d'une retraite de base de 4 000 F par an à laquelle peut s'ajouter, pour ceux qui n'ont pas d'autres ressources, l'allocation du Fonds National de Solidarité (4 500 F) récupérable sur la succession. Le conjoint peut aussi bénéficier de ce minimum vieillesse. Près de 50% des retraités reçoivent une partie de l'allocation du Fonds de Solidarité qui n'est pas versée lorsque l'ensemble des ressources et avantages (pension comprise) dépasse 9 400 F par an pour un isolé et 17 000 F pour un ménage.

Suite de la p. 1.

CHIRAC CHEZ GISCARD

Tel est bien le problème du gouvernement aujourd'hui. L'opposition à sa politique se renforce, la bourgeoisie manque de confiance dans la réussite du plan Barre et voit déjà les partis de l'union de la gauche remporter les prochaines élections. Or, le plan Barre est la dernière chance de ce gouvernement, son échec signifierait celui du gouvernement, et par voie de conséquence la défaite électorale des formations qui le soutiennent, aussi bien l'UDR que les centristes et les RI. Cette solidarité forcée autour du plan Barre trace ses limites à l'autonomie de ces formations, et les oblige à s'entendre malgré leurs divergences.

GISCARD-CHIRAC : L'ENTENTE FORCÉE

Aussi après être parti avec éclat de Matignon, après avoir lancé son appel pour un rassemblement et avoir mobilisé l'UDR, Chirac a choisi de pactiser avec Giscard. Celui-ci de même est obligé de recevoir Chirac, quelques semaines après avoir accepté sa démission. Ni De Gaulle, ni Pompidou n'avaient dû recevoir ainsi leurs premiers ministres démissionnés, l'importance et l'homogénéité de leur majorité, l'audience relative de leurs politiques dans le pays, le leur



permettait. Giscard, par contre n'a pour soutien qu'une coalition désunie, et se heurte à une opposition grandissante des travailleurs, sans que ses projets de «réforme» ren-

contrent la moindre crédibilité. Ses faiblesses le contraignent à pactiser avec l'UDR alors que son projet est de la diminuer. Il y a deux mois, lorsqu'il présentait son nouveau gouvernement, il espérait en adoptant un plan proche de celui du PS, en diminuant le poids de l'UDR au gouvernement en jouant une fraction de l'UDR contre l'autre, poursuivre le laminage de ce parti et préparer la carte de rechange de l'alliance RI - centristes - PS. L'ampleur du mouvement de masse contre le plan Barre lui interdit cette solution pour l'instant et l'oblige pour les mois qui viennent à renouer avec Chirac, et à intégrer l'action en en prenant la direction comme il l'a annoncé en revenant de la Réunion. Imposé par les événements cet accord demeure fragile, et chaque formation en sous main ne manquera pas de poursuivre ses propres visées.

BARRE DEVANT LE CDS : IL FAUT FREINER LES SALAIRES

Barre a rencontré mercredi le comité directeur du CDS qu'il a appelé au soutien de sa politique d'austérité. Le jour même où contredisant le blocage des prix, le conseil national des prix annonçait l'augmentation du café, du chocolat, de l'huile, Barre prôlait sa conception de la lutte contre l'inflation, pour lui la modération du taux de l'inflation ne s'obtient pas principalement en bloquant les prix mais en freinant les hausses des rémunérations. Il n'avait jamais été aussi clair sur la signification de son plan. C'est, a-t-il dit «là-dessus que se jouera

l'avenir de l'économie française». Dans cette perspective, l'actuel blocage des prix, assez lâche d'ailleurs puisque de nombreuses augmentations ont lieu qu'elles soient ou non autorisées par le gouvernement, apparaît comme le moyen de faire accepter un blocage des salaires.

En outre Barre a annoncé que le gouvernement étudiait de nouvelles mesures pour l'emploi des jeunes et des mesures destinées à favoriser l'investissement des entreprises. Pour ce qui est de l'emploi des jeunes, il s'agit de la reconduction des

textes sont également en préparation pour simplifier les procédures d'embauche des apprentis en particulier pour les petits patrons. Il s'agit de laisser aux patrons, les mains libres pour exploiter à leur guise sous couvert d'apprentissage, les jeunes de moins de 16 ans. Baisse du pouvoir d'achat, surexploitation, deux aspects majeurs du plan Barre auxquels les «démocrates sociaux» ont apporté leurs soutiens.

EXPORTATION DE MATÉRIEL NUCLÉAIRE GUIRINGAUD CONFIRME QUE LA FRANCE A CÉDÉ AUX PRESSIONS US

Le ministre des Affaires Étrangères de Guiringaud a confirmé que «La France n'exporterait plus de matériels de technologie nucléaire sensibles» et il a ajouté que sa politique était «parallèle» à celle de Ford. Cette déclaration, précise le communiqué, publié à l'issue du dernier conseil de politique nucléaire du 11 octobre qui ne parlait que de renforcement des garanties demandées aux pays importants du matériel nucléaire français.

Cette déclaration indique que l'impérialisme français a renoncé à exporter des usines de retraitement de combustibles nucléaires irradiés et des surrégénérateurs, équipements qui permettraient aux pays qui les importent de fabriquer des bombes atomiques. L'impérialisme français sans avoir signé le traité de non

prolifération des armements nucléaires établissant le monopole de quelques puissances impérialistes sur l'armement nucléaire y souscrit de fait.

Quant au contrat de vente d'une usine de retraitement nucléaire au Pakistan, il semble que la France y a renoncé. Pour que cela n'apparaisse pas comme une reculade honteuse suite aux menaces de Kissinger, il sera fait en sorte que ce soit le Pakistan qui rompe le contrat, mais cela n'est qu'une mise en scène destinée à sauver les apparences.

Sur le plan commercial l'impérialisme français renonce également sous la pression US à exploiter son avance technologique dans les domaines du retraitement et des surrégénérateurs.

problèmes du marxisme-leninisme

7

1 - A PROPOS DE L'OC-GOP ET DE RÉVOLUTION !

Révolution prétend délimiter quasiment à elle seule le camp «marxiste-léniniste» en France. Mais l'est-elle bien et doit-on la croire sur parole ?

Un premier critère, qui ne saurait évidemment être le seul, doit lui être appliqué : comment se situe-t-elle face au développement du mouvement marxiste-léniniste et de la théorie révolutionnaire dans la lutte du prolétariat international contre le révisionnisme moderne. En clair, comment se rapporte-t-elle au marxisme-léninisme d'aujourd'hui, enrichi et systématisé par la révolution chinoise et par Mao Tse Toung. En fait, il semble bien - et que l'on nous contredise sur ce point, rien ne nous satisfera plus - que Révolution s'en tienne, si l'on peut dire, à une stricte référence à Lénine, et que le développement du mouvement marxiste-léniniste et de la théorie révolutionnaire, après la mort de Lénine, soit pour elle, sinon totalement inexistant, du moins parfaitement secondaire. Sans vérifier, pour l'instant, l'accord entre cette référence au léninisme et la pratique politique de Révolution, arrêtons-nous un moment sur la signification de cette limitation du marxisme-léninisme à la révolution bolchévique et à son dirigeant. Ainsi donc, depuis plus de cinquante ans, la théorie révolutionnaire ne se serait nullement enrichie, nourrie de l'expérience de plusieurs révolutions, la lutte de plusieurs générations du prolétariat révolutionnaire dans le monde aurait été, sur le plan de la théorie révolutionnaire, parfaitement stérile, au plus aurions-nous assisté, parmi bien des échecs, à de simples et pâles imitations de la révolution bolchévique, à de simples applications à des réalités diverses de principes déjà tous établis ? Une telle conception est tout bonnement absurde, parce qu'idéaliste, parce qu'elle nie la conception marxiste elle-même de la théorie révolutionnaire. Ce qu'elle signifie sans doute, c'est la venue à la politique révolutionnaire d'une couche de jeunes militants déracinés, au lendemain de 1968, et qui s'attache avec le mouvement ouvrier et opérant une lecture subjectiviste de son histoire. Mais voyons comment elle se marque : ainsi Révolution écrivait, avec une suffisance que nous avons déjà pu observer, il y a quelque temps déjà, à propos du texte de Mao : «De la contradiction, en développant la théorie de l'aspect principal de la contradiction et des aspects secondaires (qui établit la distinction entre ennemi principal et ennemi secondaire) favorise le simplisme en matière d'analyse stratégique», alors même que cet essai de Mao représente l'acquis le plus avancé dans l'exposé de la dialectique matérialiste, d'une part dans l'exposé d'ensemble qu'il en présente, d'autre part, dans la précision, au cœur même des luttes du Parti Communiste Chinois, - alors contre le dogmatisme de concepts tels que celui de l'antagonisme dans la contradiction par exemple. La formulation, exigée par la conduite de la révolution chinoise, de thèses aussi décisives que celles de la révolution ininterrompue par étapes, du front uni dans la révolution de démocratie nouvelle, des lois de la guerre du peuple, pour ne citer que cela, constitue des apports au marxisme-léninisme, qui n'ont rien à voir avec de simples illustrations, d'ailleurs le propre de la théorie révolutionnaire exclut le fait qu'elle donnerait lieu à une simple application sans action en retour sur elle-même. De plus, c'est dans une lutte concrète contre le révisionnisme que s'est développée la théorie du parti communiste de type nouveau, non plus contre les partis de la II^e Internationale, mais contre les partis révisionnistes. Aussi ce n'est pas seulement, dans la théorie de la dictature du prolétariat que les apports du Parti Communiste Chinois au marxisme-léninisme ont fait faire des bonds au marxisme-léninisme, à la théorie révolutionnaire, mais sur l'ensemble des questions que la révolution chinoise a mises à l'ordre du jour, au lendemain même de la révolution bolchévique d'Octobre. La négation - sous réserve d'être démentie - de ce développement vivant du marxisme-léninisme par Révolution, la coupure ainsi opérée entre un moment de l'histoire du prolétariat international et la totalité de son histoire font poser de sérieuses questions sur le «marxisme-léninisme» de Révolution, quand on lit, de plus, ce petit morceau de bravoure, bien sûr extrait de son contexte mais savoureux tout de même ! «L'autre tare qui marque sa stratégie (de la Chine NDLR) est connue ! C'est l'incompréhension des origines du révisionnisme moderne...».

Barre, qui nous annonçait en prenant ses fonctions, qu'il serait économe de ses paroles, paraît saisi par l'inflation verbale ; mais comme le Franc, ses paroles se déprécient de jour en jour. Il a encore parlé pendant plus d'une heure hier soir sur les ondes de Radio Monte Carlo. De tout ce qu'il a dit, peu de choses à retenir, si ce n'est son peu d'optimisme sur les chances immédiates de son plan de lutte contre l'inflation. «Je n'attends pas de signes immédiats de succès dans les tous prochains mois». Le succès espère-t-il viendra plus tard. Pour septembre l'indice des prix à son avis sera probablement mauvais.

Sur les autres sujets nous

n'en savons guère plus. Sa réponse sur la façon dont il conçoit la réduction des inégalités est cependant intéressante, car elle en fixe dès maintenant les limites. Il estime en effet que les raisons de l'échec du gouvernement socialiste suédois c'est qu'il était «outrageusement égalitaire». Les privilégiés n'ont donc rien à craindre.

D'autre part, Barre se dit très fier de l'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse. Sera-t-il aussi fier lorsque les paysans ruinés par les conséquences de la sécheresse et la politique gouvernementale d'asphyxie des petits paysans, reprendront la lutte ?

LUTTES OUVRIÈRES

Poniatowski et les écoutes téléphoniques... UN DIRIGEANT DU MOUVEMENT VITICOLE EST INCULPÉ

Poniatowski s'indignait, il y a encore quelques jours, que d'aucuns l'accusent de recourir aux écoutes téléphoniques de dirigeants politiques et syndicaux. Seuls, dit-il, feraient l'objet de ces méthodes de basse police, les «criminels» et les «personnes mettant en danger la sécurité de l'Etat». Mais ces définitions ont, dans la bouche du ministre, un sens décidément trop extensif, l'amalgame entre ouvriers grévistes, militants syndicalistes et «délinquants» est devenu trop coutumier dans les couloirs de la Place Beauvau pour qu'on doute de la véracité des démentis du ministre de la police. On a raison d'en douter : voilà qu'un des responsables du Comité Régional d'Action

Viticole du Languedoc-Roussillon, Michel Romain, a été inculpé le 20 octobre, de «menaces de mort sous conditions» sur la foi d'enregistrements sur bandes magnétiques de conversations téléphoniques.

L'affaire remonte au mois de février dernier, quelques jours avant la tragédie de Montredon, au moment où des viticulteurs du Languedoc avaient «nettoyé» les entrepôts du sieur Ramel, le gros négociant de Méxmieux, trafiquant avéré et importateur de vins d'Italie.

La «justice» brandit aujourd'hui des enregistrements magnétiques de conversations téléphoniques de Michel Romain avec Ramel. Il y serait fait état de

«menaces de mort sous conditions» de la libération de deux viticulteurs qui avaient été arrêtés par les flics peu après cette «opération». C'est Ramel lui-même qui aurait procédé à l'enregistrement et aurait transmis les bandes à la «justice».

Tout semble bon à Poniatowski, y compris ces précédés innombrables, pour tenter de mettre au pas le mouvement des viticulteurs du midi. Mais, pas plus que le quadrillage policier du pays par les hordes de CRS, ces nouvelles menaces de répression n'auront raison de l'unité et de la volonté des viticulteurs d'imposer leur droit de vivre et travailler au pays.



Pour le droit de vivre et travailler au pays, les viticulteurs feront échec à toutes les menées répressives de Poniatowski...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Grenoble :

Le PS contre les grévistes des loyers

A la Villeneuve, cité nouvelle de Grenoble une centaine de locataires font grève des loyers depuis janvier 75, contre des hausses abusives. Ils versent leur loyer à l'ancien tarif sur un compte bloqué. La Caisse d'allocations familiales est donc obligée de continuer à verser l'allocation logement. Le 2 novembre, une centaine de familles de grévistes ou des locataires en retard de paiement ont reçu des «commandements avec frais» leur ordonnant de payer dans les trois jours sous peine de saisie de meubles ou de salaires. Une

assemblée générale d'une centaine de personnes a eu lieu. La décision de l'OPHLM et de la mairie PS qui est également majoritaire à l'OPHLM de faire payer cent familles à la fois est extrêmement grave. Que signifient les promesses réitérées par le président de l'Office de ne jamais poursuivre les grévistes ? Les seuls frais de commandement se montent à près de cinq cents francs pour de nombreuses familles. Dans une telle situation nous devons tous ensemble exiger avec force auprès de l'OPHLM de la mairie et de

la préfecture l'arrêt immédiat des poursuites, le non paiement des frais de commandement et l'ouverture des négociations avec l'OPHLM, de la mairie et de la préfecture l'arrêt immédiat des poursuites, le non paiement des frais de commandement et l'ouverture des négociations avec l'OPHLM. Hier, une délégation devait se rendre à la mairie de Grenoble pour que la municipalité donne une réponse aux questions ci-dessus.

Corr. Villeneuve

Lettre à Ségué D'UN SYNDICALISTE D'IMRO EXCLU DE LA CGT

Adhérent à la CGT depuis vingt-trois ans, licencié de l'Imprimerie Rouennaise (IMRO), Rouen, pour raison économique depuis le 29 septembre 1975, occupant l'entreprise depuis cette date jusqu'à l'expulsion par la police le 16 juillet 1976, ayant lutté pour le maintien

de l'emploi durant ce temps avec toutes les servitudes que cela comporte, je reçois pour ces services (ainsi que cinq camarades) mon exclusion de la CGT décidée par un Comité de la 22^e section des travailleurs du Livre composé de dix personnes (dont un bulletin blanc) sous

le prétexte d'avoir pris des décisions contraires à l'esprit de la CGT.

Pour des «juges» qui n'ont jamais connu la situation particulière d'une occupation de leur entreprise (excepté pour deux d'entre eux, mais dont un s'occupait de confectionner au lieu de ses occupations de délégué syndical à l'intérieur de l'IMRO) et qui ont brillé par leur absence de la plupart du temps, il est facile d'accuser les défenseurs du combat ouvrier lorsque l'on se retranche derrière l'esprit des statuts !

Manipulation ? A 45 ans, 23 d'adhésion à la CGT, mes cinq camarades exclus comptant également de nombreuses années de responsabilités syndicales CGT dont le secrétaire général du syndicat du Livre de Rouen et responsable régional de l'éducation syndicale, je puis vous affirmer que nous sommes assez grands garçons et conscients d'avoir mené la lutte dans la ligne de la CGT sans être manipulés par quiconque que ce soit.

Recevez mes salutations syndicales.

P.S. : Je doute qu'un Comité syndical représenté par un nombre réduit de ses membres puisse rendre un verdict si sévère au nom de la démocratie et exclure six de ses adhérents non seulement de la 22^e section du Livre mais également de la Confédération Générale du Travail.

LE NON REMBOURSEMENT DES MÉDICAMENTS ET L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nous sommes à la veille d'une décision gouvernementale, concernant le non-remboursement par la sécurité sociale de certains médicaments (fortifiants, laxatifs, ferments lactifs).

Déjà, des listes circulent. Les entreprises concernées ont quelques jours pour présenter leurs arguments. Elles mettent à profit ce délai pour menacer de licenciements massifs leurs employés, en particulier les visiteurs médicaux.

La fédération de la chimie FUC-CFDT et l'Union Nationale des Informateurs Médicaux, UNIM-CFDT, dénoncent les manœuvres patronales et la carence des Pouvoirs Publics.

Nous constatons que les entreprises atteintes par cette mesure, le sont moins qu'elles ne le disent. En effet, 40 % de ces produits sont achetés par le public, sans prescription du médecin, donc sans remboursement ; d'ailleurs, des entreprises ont fait des études pour substituer grâce à un effort publicitaire, la vente sur conseil du pharmacien, à la vente sur ordonnance.

Nous constatons également que le décret du 24 août 76, réglementant plus sévèrement la remise des échantillons gratuits aux médecins fait en réalité un cadeau aux entreprises, puisque la diminution du coût global des échantillons, n'est pas répercutée en diminution sur le calcul du prix de revient.

Nous refusons de brader la sécurité sociale aux compagnies d'assurances privées ; nous refusons de voir gâcher notre potentiel de chercheurs ; nous refusons l'actuel chantage à l'emploi.

Nancy : centre de tri PTT des conditions d'hygiène scandaleuses

Au cours d'une conférence de presse tenue par les syndicats CGT et CFDT de Nancy portant sur les problèmes généraux des Postes (budget, salaires, effectifs) dans la perspective de la journée d'action du 3, ceux-ci ont révélé les conditions scandaleuses d'hygiène qui règnent dans les centres de tri, plus particulièrement le problème des prélèvements faits sur des animaux morts de rage et transmis pour analyse au centre anti-rabique de Nancy.

Ces échantillons sont purement et simplement envoyés par la poste alors que toutes les conditions de sécurité ne sont pas réunies : ainsi, une éprouvette, contenant des prélèvements faits sur une vache morte de brucellose envoyée dans une simple enveloppe s'est brisée. Ainsi, une tête de chat envoyée dans un sac en

plastique qui s'est déchiré au cours du tri.

Ces conditions scandaleuses mettent en péril la santé des postiers et ceux-ci ne veulent pas en faire les frais.

Mais cela, l'administration s'en soucie peu. Pour elle, le principal, c'est que le courrier soit acheminé.

Corr. Nancy

Communiqué

Les travailleurs de l'entreprise de nettoyage SEGID à l'EDF d'Issy-les-Moulineaux, se sont mis en grève illimitée, le 2 novembre avec le soutien des sections syndicales CFDT SEGID et EDF, pour l'obtention des revendications suivantes :

- augmentation du taux horaire à 11,50 F. (actuellement ils sont payés au SMIC)
- versement de la paie le plus tard le 5 de chaque mois, (actuellement ils sont payés le 12)
- pour ceux qui travaillent plus de 40 heures, diminution de la durée du travail à 40 heures hebdomadaires sans diminution de salaire.
- le 13^e mois
- le paiement intégral des heures de grève

Le personnel SEGID à l'EDF d'Issy-les-Moulineaux

Pour tout contact, soutien etc :
Section Syndicale CFDT de la SEGID
Bureau CFDT-EDF
21 RUE BARAT. ISSY LES MOULINAUX 92130

LUTTES OUVRIÈRES

NON A LA DISSOLUTION DE L'UNION LOCALE CFDT PARIS 8^e - 9^e PAR L'U.D. 75 !

Les choses ne traînent pas, décidément ! A peine clos le Conseil National CFDT où s'exprima la volonté réformatrice confédérale de mise au pas des structures contrôlées par les «gauchistes» ou en proie au «basisme», l'Union Départementale CFDT de Paris passe aux actes...

Une «note interne aux organisations de l'UD 75» (en date du 27 octobre), qui fut évoquée lors du Conseil National, a déclenché «l'affaire de l'UL 8^e-9^e». Venant après la répression qu'avait subie cette Union Locale au moment de l'emprisonnement des soldats et militants syndicalistes en décembre 75, (meeting interdit par l'UD, salle retirée, UL condamnée et «mise sous surveillance»...), il y a peu de chance pour que ce soit un hasard !

Le prétexte ? L'apparition sur certains murs de Paris et notamment autour du square Montholon (siège de la CFDT) d'une affiche provocatrice ayant pour thème : «Comme ton patron, CFDT adhère au PS»...

Cette affiche semble effectivement avoir été imprimée avec la sérigraphie de l'UL 8^e-9^e. Mais dans quelles conditions ? Oeuvre provocatrice d'un élément marginal au sein de l'UL, désavouée par son syndicat et agissant à l'insu des militants syndicalistes de l'Union Locale (dont il a du usurper les

moyens), à qui profite ce genre d'affiches ? Loin d'être une quelconque pièce au débat contre la main mise du PS dans la CFDT, cette action s'inscrit «providentiellement» dans la recherche d'arguments par la Confédération CFDT pour réprimer, exclure et dissoudre les structures d'opposition révolutionnaire. Saisissant l'occasion l'UD (bien aux mains des sociaux démocrates) a voté :

- «la suspension de toutes les activités de l'UL» [jusqu'au 23 novembre où la Commission Exécutive de l'UD devra voter l'exclusion définitive]

- «récupération du matériel d'impression»
- «retrait des pouvoirs sur le CCP de l'UL»
- «annulation de l'Assemblée Générale de l'UL prévue le 8 novembre».

En outre, tous les syndicats ayant des sections représentées à l'UL 8^e-9^e seront contraints à revoir leur participation cas par cas, «avec l'accord du Conseil de l'UL» !

Ainsi se saisissant d'un acte individuel plus qu'irresponsable, l'UD veut casser un important outil syndical, l'ôter des mains de l'opposition et faire un exemple.

C'est pourquoi (tout en condamnant tout agissement irresponsable et provocateur qui ne peut que servir les projets de normalisation de la CFDT) les syndicalistes parisiens, tous les militants CFDT avec eux, décidés à défendre une pratique de lutte de classe, défendront les structures réprimées. Refusons de telles dissolutions et toute la remise au pas social-démocrate en cours : le syndicat est l'arme de tous les travailleurs !

Stéphane RAYNAL

IMPRIMERIE MONTLOUIS (Clermont-Ferrand) : les travailleurs évacués... riposte des usines en lutte de la région

Les travailleurs de l'imprimerie Mont-Louis à Clermont-Ferrand, en lutte depuis trois semaines contre les réductions d'horaires entraînant des pertes de salaires importantes et contre les menaces de licenciement, ont été expulsés de l'entreprise par les CRS, mercredi matin, CRS venus spécialement de Lyon !

Aussitôt, la riposte a eu lieu : le journal «La Montagne» et toutes les imprimeries de la région se sont mises en grève. Une manifestation regroupant toutes les usines en lutte de la région ainsi que des chômeurs a eu lieu devant l'agence de l'emploi. Halte à la répression !

Chasse aux sorcières dans la CFDT-Berliet

A Berliet-Venissieux la chasse aux syndicalistes révolutionnaires, ou seulement en désaccord avec l'orientation confédérale est en cause depuis plusieurs mois.

Récemment l'attaque s'est précisée par l'exclusion par la direction PS de la section de la CFDT de 7 militants.

3 délégués du personnel,
2 délégués suppléants au Comité d'Entreprise,
2 délégués syndicaux
1 militant.

Dans un premier temps ceux-ci ont contesté cette décision dans le cadre du syndicat sans pouvoir obtenir un débat véritable avec l'ensemble des syndiqués.

Dans un deuxième temps ils ont fait circuler une pétition parmi les adhérents CFDT. L'objet de cette pétition était de dénoncer le caractère anti-démocratique des mesures prises à leur égard.

Cette pétition a recueilli un large écho. Fort de ce soutien, une demande d'inscription sur les listes pour les élections qui doivent avoir lieu à la fin du mois a été faite. D'autant plus que certains syndiqués, contactés par la direction du

syndicat pour figurer sur les listes ont refusé par solidarité avec les exclus !

Comme on le voit le rapport présenté au dernier Conseil National CFDT est déjà en cours d'application.

Corr. Berliet

• Le délégué CGT de l'entreprise de transports Escudé à Fontaine près de Grenoble, a été licencié pour avoir soûlé «frappé sauvagement» un de ses camarades de travail. C'est ce que dit la direction. La riposte ne s'est pas fait attendre : les travailleurs viennent de faire grève 24 H et ce n'est qu'un début.

RECTIFICATIF à propos de l'article sur le «thé de l'éléphant». Il fallait lire : «Surtout n'oubliez pas de dire que nous ne laisserons pas les nouvelles travailleuses sous contrat si elles sont licenciées parce qu'elles ont suivi la grève» insiste une jeune syndicaliste.

La SICCNa (Saint-Malo)

Les acquis de 19 mois de lutte contre la liquidation

La section syndicale de la SICCNa et l'union des syndicats CFDT des Pays Malouins viennent de sortir (le 22 octobre) une brochure sur l'affaire SICCNa.

Il nous a paru intéressant d'en publier de larges extraits tant pour les apports que cette lutte peut apporter que pour le soutien éventuel.

- C'est le plus long conflit de France (depuis le 17 mars 1975) contre les dépôts de bilan et liquidations ;
- La lutte ne faiblit pas et ne s'effiloche pas depuis 19 mois, avec des AG de cent-vingt à deux cents personnes faisant partie des équipes de «garde» du Magellan, avec des actions de «commandos» anonymes. (...)

(...)
Quand ils voient le chemin parcouru depuis dix-neuf mois, les travailleurs de la SICCNa ne peuvent pas être pessimistes. Ils ont gagné en conscience de classe, en volonté de lutte, en expérience syndicale.

Il suffit de comparer ce qu'était le syndicalisme de la SICCNa hier et aujourd'hui.

IL Y A DEUX ANS

C'est tout juste si un ou deux camarades étaient capables de prendre la parole en public. Malgré quelques débrayages précédents, la syndicalisation y était faible.

Le Comité d'Entreprise était parqué dans de petites initiatives sociales, notamment la vente de produits alimentaires. Les heures supplémentaires massives illu-

sionnaient sur les revenus et rendaient difficiles les réunions et actions syndicales.

Le paternalisme patronal jouait son rôle à fond. Les travailleurs ne cherchaient pas à mieux connaître la vie économique et financière de l'entreprise, se fiant à la prospérité apparente, sous forme d'embauches et d'heures supplémentaires.

Même au début du conflit, des travailleurs de la SICCNa étaient méfiants à l'égard des syndicats, voulaient se débrouiller tous seuls et rejetaient toute intervention extérieure.

AUJOURD'HUI

Après dix-neuf mois de lutte, malgré la fatigue, l'usure du temps, d'inévitables bavures ou faiblesses qui ne mettent pas en cause l'es-

sentiel, l'acquis est important.

Ainsi, par exemple, en ce qui concerne la section SICCNa-CFDT, on enregistre :

- le doublement des effectifs syndicaux,

- une influence grandissante auprès des non-syndiqués, qui fait augurer une progression importante d'adhérents,

- une section syndicale qui vit, se réunit régulièrement, discute, décide, agit ;

- une équipe de militants, capables de parler en public ; capables de discuter sans complexe, avec capacité et fermeté avec Préfet, patrons, syndic, juges, etc. ; qui a acquis une expérience solide de la lutte et de l'action syndicale ; qui cherche à être contagieuse, à élargir le cercle des militants, à en susciter ; qui est clairvoyante quant à l'unité d'action syndicale qui même conflictuelle à certains moments, est l'élément positif qui permet aux travailleurs de rester unis face aux patrons. (...)

Si l'on prend la masse des travailleurs de la SICCNa, les préventions à l'égard des syndicats sont tombées. A chaque assemblée générale, les équipes de garde du «Magellan» sont constituées, il y en a plus de deux cents qui plus ou moins régulièrement font ou ont fait la «garde».

- Les A.G. oscillent entre 120 et 200 participants ;

- les manifs diverses SICCNa regroupent un peu plus de monde ;

- Il y a aussi les actions de commandos anonymes ;

- si un peu plus de la moitié des travailleurs de la SICCNa participent plus ou moins aux A.G., aux manifs, à l'occupation du «Magellan», la connaissance des travailleurs de la SICCNa permet d'affirmer que tous approuvent l'action des délégués et syn-

dicats, qu'ils ont conscience que l'origine des déboires est patronale, gouvernementale et vient également de la structure capitaliste, qu'il faut rester unis et tenir.

Tenir dix-neuf mois sans que ça s'effiloche, et en partant de peu, c'est déjà un succès en soi.

Pour la section syndicale, l'ex-PDG ou le nouveau, c'est toujours un patron et le rapport de force subsiste.

Lip : journée «portes ouvertes» samedi 6 novembre

C'est samedi 6 novembre que va se tenir la journée «portes ouvertes» à Lip. Cette journée est prévue comme un moyen de faire connaître largement la lutte : ce qui veut dire que cette initiative sera essentiellement marquée par des expositions et des ventes de matériaux réalisés à Lip (assiettes, pendulettes, jeu de Chômageopoly...)

La préparation de cette journée mobilise beaucoup les «Lip», surtout au niveau de la production. Il est prévu également, lors de cette journée, l'organisation de débats.

Pour les «Lip», cette initiative est importante ; elle va permettre que se concrétise l'aspiration à tisser des liens encore plus nombreux avec les travailleurs de la région.

CAISSE D'ÉPARGNE (Paris) : les employés entament leur deuxième mois de lutte

Les employés de la plupart des agences de Caisse d'Épargne de Paris entament aujourd'hui leur 30^e jour de lutte pour le maintien des avantages acquis. Peu à peu est posée aussi la question de l'augmentation des charges de travail (augmentation de 10 % en 75). Avant hier soir, avait lieu une nouvelle assemblée générale au cours de laquelle a été votée la poursuite de la grève par 928 voix contre 11. Barre interviewé par Gicquel, le 28 octobre à la Télévision, a bien entendu condamné la lutte qui généraît «l'opinion publique». Pour y répondre les grévistes ont tenu avant hier une conférence de presse.

Faites
connaître
le Quotidien
du Peuple

INFORMATIONS GÉNÉRALES

PROCÈS DES «BOUES ROUGES»

**Verdict
le 8 décembre**

On ne connaîtra que le 8 décembre prochain le verdict, rendu par le Tribunal de Bastia, dans l'affaire des boues rouges, qui oppose les pêcheurs corses à la Montedison. Cette dernière avait déjà été condamnée lors du premier procès, en 1973, à traiter les 2600 tonnes de déchets toxiques de bioxyde de titane, déversées chaque jour dans le canal qui sépare l'Italie du Cap Corse. Ces déchets ayant détruit presque toute la flore marine, les pêcheurs ont réclamé, par l'intermédiaire de leur avocat, Maître Huglo, 500 000 F pour les dommages subis par la prud'homie des pêcheurs de Bastia, qui a vu ses pêches s'effondrer en quatre ans (de 70 à 74) de 196 t à 70 t. En outre, chaque département corse réclame 10 millions pour les répercussions de la pollution marine sur leur économie.

La mobilisation des pêcheurs corses contre les boues rouges a été un élément important du développement du mouvement autonomiste, puisque le problème du dépeuplement de la pêche corse posait celui de la survie d'une économie limitée par le départ de tout un peuple vers les usines et emplois de la métropole. Le 17 février 1973, à Bastia, plusieurs centaines de personnes manifestaient, brandissant des drapeaux corses, signe de la colère d'un

peuple face à la destruction et au pillage de ses ressources naturelles. Le même jour, tous les ports étaient bloqués, et la préfecture de Bastia était occupée : la sauvagerie des CRS indignes le peuple corse, et dans l'été 73, le renouveau du mouvement autonomiste se fera sur les bases de la lutte contre la Montedison. En décembre 73, le port de Fos est bloqué par les marins-pêcheurs qui entendent protester ainsi contre la pollution de la Méditerranée. Et la mobilisation populaire corse se poursuivra, contre les «boues rouges», tout au long de l'année 74, notamment lorsque, ayant obtenu la condamnation à la prison avec sursis du directeur de la Montedison, l'Italie a décidé de repousser de deux ans la limite au-delà de laquelle le trust italien ne pourra plus déverser son poison dans la mer. De même, lors des tractations entre la France et l'Italie sur le partage communautaire de la Mer d'Iroise (au large de la Bretagne), l'Italie avait cédé sa part à la France, contre le droit de pêcher à 3 milles marins au large des côtes corses. La mobilisation des pêcheurs corses réussit à obliger le gouvernement métropolitain à repousser la limite à 6 milles. Depuis, la lutte contre les «boues rouges» étant aussi la lutte pour la survie de la Corse et de son économie, elle s'intègre en partie dans la lutte autonomiste.

Les pratiques policières à Suma

Paulette Daniau est caissière au super-marché «Suma» de Saint-Gratien dans le Val d'Oise. Comme toutes les caissières, elle voit défiler dans sa journée des centaines de clients, et quotidiennement, elle fait une recette supérieure à 10 000 F, elle qui ne touche que 1 750 F par mois, avec cinq ans d'ancienneté. Des inspecteurs en civil de la direction ont fait, l'autre jour, sa caisse. Manque de chance pour Paulette, il y avait 67 F de trop. Durant une journée, elle a été séquestrée par la direction du magasin qui voulait lui faire avouer qu'elle était une voleuse... car elle aurait pu

«empocher» ces 67 F de trop. Une journée durant laquelle elle n'a pas pu sortir pour aller chez elle, faire déjeuner ses gosses de 12 et 7 ans. Puis le soir, elle a été relâchée, ayant refusé obstinément de signer une lettre ignoble, demandant sa «démission» pour «raisons personnelles» et sans indemnités. Une jeune stagiaire qui était considérée comme un «bon élément» par la direction, s'est portée témoin de cette séquestration. Elle est aujourd'hui licenciée parce qu'elle «ne faisait plus l'affaire». C'est cela la réalité des super-marchés, à «Suma» comme ailleurs.

• UN NOUVEAU PETIT MONSIEUR : La liste des «Monsieur» du gouvernement s'est encore allongée. Après Monsieur Prostitution, Monsieur Economie d'Energie, Monsieur Sécheresse, Monsieur Sécurité Routière... voici Monsieur «Eau». Il s'agit du Ministre de la Qualité de la Vie Vincent Ansqer qui conseille aux Français de boire de l'eau. Barre nous avait mis au pain sec, les conseils d'Ansqer viennent compléter avec bonheur ce menu d'austérité.

Fin de la production du «Concorde»

QUAND CONCORDE REJOINT LE "FRANCE"

La décision a été prise avant hier par le gouvernement français : «Concorde» ne sera plus produit, «Concorde» rejoindra «le France». toutefois, il a été parallèlement décidé de mettre en chantier un projet franco-britannique de «super-Concorde». Décisions paradoxales au premier abord, mais qui toutes deux sont liées par un même fil : la faiblesse de l'aéronautique européenne, et française au premier chef, face à l'impérialisme américain.

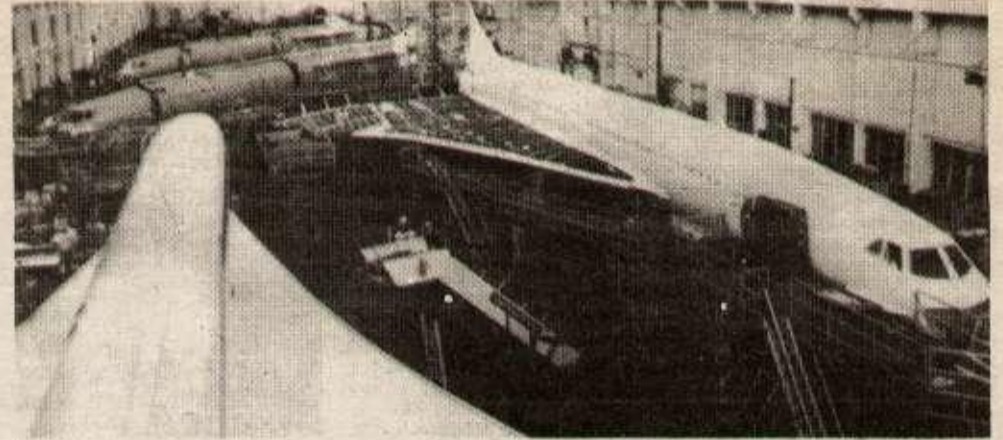
Que la production du «Concorde» cesse n'a rien d'étonnant : cette décision ne fait que sanctionner l'échec commercial de ce vieux projet gaulliste. Mesure prévisible, si l'on se souvient que cet avion n'a été jusqu'à aujourd'hui produit qu'en 16 exemplaires : deux avions prototypes, deux exemplaires destinés aux essais, sept «Concorde» actuellement en service à «Air France» et à la «British Airways», et les cinq derniers qui attendent toujours le bon vouloir d'acquéreurs, peu pressés de confirmer leurs options d'achat - alors qu'il aurait fallu produire 300 unités pour rentabiliser «Concorde». Dès juillet dernier, Air France annonçait un déficit de 200 millions de francs pour l'année en cours, rien que pour l'exploitation de ses «Concorde».

UN ÉCHEC COMMERCIAL

L'échec commercial du «Concorde» est donc patent, même s'il s'agit d'une incontestable réussite technique.

On se souvient de la «bataille» pour l'atterrissage à New York de «Concorde», au cours de laquelle l'impérialisme américain avait tenu à rappeler sa volonté de se subordonner l'aéronautique en n'autorisant l'atterrissage du «Concorde» qu'à Washington, et non à New York.

Ces pressions de l'impérialisme américain sont aujourd'hui au centre des décisions du gouvernement français, le gouvernement Gis-



card ne fait que confirmer les options prises depuis mars 76 sur l'avenir de la SNIAS (constructeur du «Concorde»). A cette époque, en effet, le comité d'entreprise de la SNIAS était prévenu de la fermeture de l'usine de Chateauroux en juillet 76 - usine regroupant 600 travailleurs - et de celle du bureau d'études de Suresnes. Dans le même temps, la direction de la SNIAS laissait entendre la cessation de la production du «Concorde», en soulignant la nécessité «d'études sur l'avenir du transport supersonique». Dès cette époque, les ouvriers de la SNIAS, aujourd'hui menacés gravement dans leur emploi par cette mesure, virent défiler dans leurs ateliers les délégations de l'entreprise US Mac Donnell-Douglas, laquelle a pour objet de construire un transporteur supersonique de plus grande capacité que le «Concorde». Or les acquis technologiques de ce dernier intéressent fortement les Américains.

PROJET FRANCO-AMÉRICAIN DE SUPER CONCORDE

Dès lors, le projet de mise à l'étude d'un projet de «super-Concorde» franco-britannique s'explique : lorsque les secrétaires d'État aux Transports anglais et français, Davis et Cavallé, décidèrent, le 30 mars dernier, de donner un successeur à «Concorde», qui avait déjà coûté 34 milliards de francs lourds aux deux gouvernements, ils annonçaient officiellement une collaboration avec les USA ; ces derniers ont en effet pour projet, avec les United Airlines, de faire voler, d'ici la fin du siècle, 45 supersoniques de 500 places chacun (alors que «Concorde» ne peut faire voler que 100 patrons à la fois).

Cette «collaboration» franco-américaine met bien un terme aux vains espoirs gaullistes d'un créneau de l'industrie mondiale que l'impérialisme français aurait pu exploiter. Car, nous pouvons déjà avoir un avant-goût de la réalité de cette «collaboration», avec l'abandon par la

France, d'un projet visant à donner un successeur à la «Caravelle, laquelle devra faire place nette à des avions américains. Les tentatives de la France de se doter d'une industrie aéronautique indépendante sont en train de s'écraser en bout

de piste.

Les travailleurs français et anglais qui travaillent au «Concorde» en seront les premières victimes, car pour eux cet échec signifie le chômage.

C. NOËL

LA CÉLÉBRATION DU 11 NOVEMBRE : ABOLIR LE SOUVENIR DE LA RÉSISTANCE

Le Conseil des ministres d'hier a approuvé la décision de Giscard de faire du 11 novembre, date anniversaire de l'armistice de la première guerre mondiale une «journée du souvenir». Le gouvernement veut donner une grande ampleur à cette journée en y associant les anciens combattants de 14-18, de 39-45, et des guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Cette importance donnée à l'anniversaire de la boucherie impérialiste de 14-18, va de pair avec la suppression des cérémonies officielles du 8 mai date anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie et les forces fascistes. Ceci vise à faire oublier la lutte de libération nationale de notre peuple, et à ne retenir que les guerres impérialistes et coloniales.

SUPEMEC MISE EN RÉGLEMENT JUDICIAIRE : AU MOINS 83 LICENCIEMENTS

La société Supemec qui fabrique des machines outils dans trois usines : Juvisy dans l'Essonne, Ornans dans le Doubs, anciennement Lip et Châteauneuf en Thymerais dans l'Eure et Loire a été mise en règlement judiciaire. C'est cette société qui s'était offerte pour racheter Lip en 73, solution que les travailleurs de Lip avaient refusée alors que la direction de la section CGT de Lip y était favorable, seul l'usine d'Ornans avait été reprise. Cette mise en règlement judiciaire aura pour conséquence le licenciement de 53 travailleurs à Juvisy et de 30 à Ornans. Les sections CGT ont annoncé leur volonté d'«engager la lutte».

COMMENT LES GRANDS MAGASINS ECHAPPENT AU BLOCAGE DES PRIX

Une association de consommateurs dénonce dans un communiqué les «pratiques utilisées dans un grand magasin de la région parisienne, à la suite de la décision du gouvernement de bloquer les prix... A l'annonce d'un contrôle par les agents du service des prix, dès la première heure, il a été demandé au personnel des ventes de retirer rapidement certaines étiquettes et d'entreposer la marchandise dans les réserves pendant la durée de la vérification et d'en modifier les prix».

Des pratiques qui ne sont certainement pas limitées à ce seul magasin.

AU LENDEMAIN DE L'ELECTION DE CARTER

Après Kissinger, quelle politique US ?

Kissinger s'en va. C'est finalement le seul élément assuré de ces élections. Les sionistes s'en réjouissent, Carter leur a promis entier soutien. Dans les capitales européennes, le départ de Kissinger ouvre une période de lenteurs et d'incertitudes», selon Callaghan.

En Italie, la question est posée de savoir si les ingérences directes de Kissinger se poursuivront sous Carter.

Le départ de Kissinger pose en fin de compte la question de ce que sera la politique étrangère américaine. Sur le fond, les nombreuses déclarations convergentes ne laissent aucun doute : la politique de «détente» élaborée par Kissinger sera poursuivie, notamment dans le partage de l'Europe proposé aux Soviétiques par Kissinger. Le groupe de personnes chargées de définir la politique étrangère de Carter est connu pour avoir servi sous Kennedy et Johnson.

Si le plus important, Zbigniew Brzezinski reprend à son compte le rêve de Kennedy qui se disait le «premier président américain pour lequel le monde entier est un problème de politique intérieure», les réalités sont venues mettre un terme à cette ambition. Aussi c'est sur une base identique que celle menée par Kissinger que se définira la politique étrangère de Carter.

En fin de compte, la seule question est de savoir quelles nuances Carter apportera à la politique américaine. Les déclarations contradictoires ne manquent pas : Carter affirme vouloir réduire le budget de défense de 5 ou 7 milliards de dollars, mais il aurait Schlesinger comme conseiller : celui-ci réclame l'augmentation des dépenses d'armement. Carter prétend que cette réduction viendrait essentiellement d'une réorganisation du Pentagone.

Sur l'Europe, après avoir annoncé qu'il ne fallait pas

intervenir directement dans les affaires intérieures des pays, Carter a précisé : «Je vois (la montée des communistes) comme un sujet d'inquiétude et il est certain que la marge entre exprimer cette

inquiétude et intervenir directement est extrêmement étroite»; et rien n'empêchera Carter de la franchir.

L'agressivité impérialiste constitue le fond de la politique de Carter ; face à

l'URSS, il reprendra le même chemin que Kissinger, peut être avec des nuances, mais fondamentalement en imposant aux pays d'Europe le marchandage des super-puissances.

Servilisme et fausse démocratie

La campagne électorale américaine a été marquée par le mépris affiché des candidats pour leur propre peuple, qu'ils ont matraqué de fadaïses croyant lui faire oublier la réalité. Carter, à peine élu, un servilisme admiratif s'est développé dans les organes d'information pour ce nouveau président, reprenant l'imagerie frelatée qui a entouré le candidat, exaltant son caractère de fer, parce qu'il est devenu

«l'homme le plus fort du monde» («Le Figaro»). Mais les États Unis ne sont plus la nation la plus puissante du monde. Soumis aux coups des peuples qui ont leur écho dans la lutte du peuple américain lui-même, confrontés à la montée des ambitions de l'URSS, ils doivent partout affronter des difficultés.

Les réalités reprennent le dessus. Que fera Car-

ter ? Après plus de six mois de battage intensif, personne n'en sait rien exactement. Sur chaque point, la réponse revient : «On est dans l'incertitude» («Le Figaro»). Incertitude qui reflète les profondes difficultés des USA, mais surtout le fait le plus éclatant des élections américaines : rien ne se décide dans les débats publics, la prétendue démocratie américaine ne permet pas au peuple de décider...

LES RÉGIMES ARABES VEULENT L'AFFAIBLISSEMENT DE LA RÉSISTANCE

La visite du premier ministre jordanien aux chefs fascistes libanais les a convaincus de la nécessité de la présence des forces arabes dans les régions qu'ils occupent. Peu à peu, les forces arabes dévoilent leur but au Liban. Tout d'abord, elles se plient aux menaces des Israéliens, refusant d'aller au Sud, laissant cette région sous la menace permanente des sionistes et des fascistes libanais. Puis, la composition des forces arabes est inquiétante pour la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises : les forces syriennes en forment la grande partie. La rencontre jordano-fasciste a soulagé les fascistes qui croyaient que les forces arabes les désarmeraient. Le recul successif des forces arabes devant les pressions des réactionnaires laisse prévoir un plan d'action arabe contre la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises.

Depuis son intervention militaire au Liban, au mois de juin dernier, la Syrie a connu de grandes difficultés. La résistance populaire lui a fait subir d'énormes pertes. Depuis ce moment, la Syrie a tenté de faire participer les pays arabes à son entreprise. Le conflit entre elle et l'Égypte a été l'un des principaux obstacles. Au sommet de Ryad, les chefs d'État syrien et égyptien, sous l'égide de l'Arabie Séoudite, se sont mis de nouveau d'accord. Bien que l'unité des pays arabes soit en principe une entreprise favorable face aux manœuvres de division des super-puissances (les USA et l'URSS ont alimenté ce conflit), il semble bien pourtant que les régimes arabes se

soient mis d'accord contre la Résistance Palestinienne, pour lui faire accepter la conférence de Genève.

Depuis la fin de la guerre d'octobre, c'est le but des USA et de l'URSS. Ils s'appuient en cela sur les tendances capitulationnistes des régimes arabes, cherchant à les diviser, à les mettre dans leur zone d'influence. Toutes les menaces et pressions n'ont pu amener la Résistance à cette conférence qui prévoit la reconnaissance de l'État sioniste «dans des frontières sûres et reconnues» et un État palestinien fantôme en Cisjordanie, cerné entre Israël et la Jordanie. La guerre au Liban fait partie de



Les casques verts à Beyrouth, iront-ils au Sud-Liban face aux sionistes ?

ce complot pour affaiblir la Résistance et lui faire accepter cette capitulation. L'URSS, se présentant comme «l'armée des peuples arabes» a utilisé tous les moyens pour cette capitulation.

L'accord du Sinaï entre l'Égypte et Israël, signé en septembre 75, a marqué une percée américaine dans la région au détriment de l'URSS. Celle-ci s'est alors appuyée sur la Syrie et les partis liés à elle dans les pays arabes pour faire échec au plan américain. Mais les diffi-

cultés de la Syrie l'obligent à se tourner vers les États Unis et à intervenir militairement au Liban aux côtés des fascistes libanais. L'URSS a peur de dénoncer cette intervention pour ne pas perdre son influence auprès du régime syrien. En même temps, elle lance des appels urgents pour la réunion de la Conférence de Genève. Sa rupture avec l'Égypte n'est pas définitive. La rencontre de Fahmi, ministre des Affaires Étrangères de l'Égypte avec Gromyko montre un début de normalisation entre

les deux, sur la base de la réunion de la Conférence de Genève. Sur cette base, les forces arabes au Liban auront principalement pour but d'affaiblir la Résistance Palestinienne et l'amener à participer aux négociations.

Depuis trois ans, la mobilisation du peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine a fait échouer ces tentatives de capitulation. Seule, une mobilisation encore plus grande fera échouer cette nouvelle phase du complot.

En bref... En bref...

● IRAK-SYRIE : Selon la radio irakienne, le gouvernement irakien aurait rappelé son ambassadeur à Damas.

● PORTUGAL : A la suite du congrès du Parti Socialiste, le ministre de l'agriculture, Lopez Cardoso a présenté sa démission. Au congrès il avait été attaqué pour la manière insuffisante dont il avait mis un frein à la réforme agraire.

● PEROU-URSS : Le gouvernement péruvien a retenu l'offre soviétique de fournir des avions de combat, parce qu'elle correspond aux besoins, a affirmé le ministre des Armées et que les conditions financières sont avantageuses. L'URSS a ainsi profité des divisions organisées entre les pays latino-américains par les USA pour pénétrer dans la zone d'influence américaine la mieux gardée.

Par ailleurs, l'état d'exception vient d'être prolongé d'un mois. Le couvre-feu est imposé toutes les nuits jusqu'à 5 H du matin.

● POTS DE VIN : La General Electric a reconnu que certaines de ses filiales avaient versé des pots de vin à des hauts fonctionnaires étrangers. Toutes les compagnies internationales, baignent dans de telles affaires.

● ISRAËL-AFRIQUE DU SUD : Les liens d'Israël avec l'Afrique du Sud ont été dénoncés à l'ONU. L'ambassadeur sioniste a dit qu'Israël ne cherchait pas à cacher ces liens qui étaient selon lui le fruit de la conviction que le dialogue était le seul moyen de résoudre les conflits.

Le dialogue sioniste c'est la collaboration militaire, l'envoi de conseillers militaires en Afrique du Sud. Les deux régimes racistes sont les deux verrous que l'impérialisme veut maintenir aux deux extrémités de l'Afrique contre l'indépendance des peuples arabes et des peuples africains.

Allemagne de l'Ouest

Suite de la p.1

A la suite du limogeage des deux officiers généraux, la CDU, chrétiens démocrates, et Strauss ont violemment réagi en prenant la défense des militaires sanctionnés. Malgré les résultats des élections, les chrétiens démocrates n'ont pas renoncé à venir au pouvoir. Ils se servent de ces affaires comme d'un moyen de créer des difficultés au régime de Schmidt. Si la coalition social-démocrate-libéraux est maintenue au niveau fédéral, il n'en est pas de même au niveau des Länder, les différents États : en Basse Saxe et en Rhénanie, les libéraux se sont alliés au chrétiens démocrates.

INTERNATIONAL

«LA RHODÉSIE EST LA FORCE OPÉRATIONNELLE DE L'IMPÉRIALISME»

DÉCLARE SAMORA MACHEL, PRÉSIDENT DU MOZAMBIQUE, À LA CONFÉRENCE DES PAYS NON ALIGNÉS DE COLOMBO

Les forces d'agression avaient pratiquement été chassées de la région de Gaza hier matin. La gare de Mapai et deux réservoirs d'eau ont été détruits par les Rhodésiens.

Par contre les combats se poursuivaient dans la province de Tete. De nouvelles forces ont été envoyées ainsi que des blindés. Les forces mozambicaines ont pris des mesures pour empêcher toute attaque contre Cabora Bassa le grand barrage du Mozambique.

Le Mozambique a renoncé à faire appel au Conseil de sécurité contre l'agression rhodésienne. De même les troupes mozambicaines n'interviennent pas en Rhodésie ; la libération du Zimbabwe sera l'œuvre des Zimbabweens eux mêmes «rappellent» le Frelimo, qui refuse de prendre des initiatives qui conduiraient à une internationalisation du conflit et permettraient aux grandes puissances de mettre leur nez plus avant dans cette région.

(traduction non-officielle)

(...)

Le rôle actif des forces armées de Rhodésie du Sud pendant notre lutte, la constante violation de nos frontières après l'indépendance, les innombrables actes d'agression armée nous ont laissé la conscience claire de ce que notre pays ne sera pas véritablement indépendant tant que persistera l'actuel régime de Salisbury. En soutien à la lutte de Zimbabwe, le Mozambique a décidé d'appliquer intégralement, à partir du 3 mars de cette année, les sanctions décidées par la communauté internationale contre le régime de Ian Smith. (...)

Face aux succès de la lutte armée au Zimbabwe et aux difficultés économiques croissantes que le régime affronte avec l'application des sanctions par le Mozambique, Ian Smith tente une manœuvre désespérée de créer des fantoches à l'intérieur à qui transmettre le pouvoir en sauvant les intérêts étrangers. D'un autre côté, le régime de Ian Smith se lance dans des attaques sanglantes contre notre pays. (...)

● URSS : A Moscou, Husak, dirigeant du parti révisionniste tchécoslovaque a rencontré Brejnev et a décoré de la médaille de l'ordre des «Héros de Tchécoslovaquie» !...

● PALESTINE OCCUPÉE :

Les prix des produits alimentaires ont fortement augmenté. Les carburants augmentent de 11%, les produits laitiers, les œufs, l'huile et le pain augmentent de 20%.

C'est un effet de la crise économique qui sévit dans l'Etat d'Israël, à la suite de la politique d'agression de cet état contre les peuples arabes et contre le peuple palestinien à l'intérieur.

LES OBJECTIFS IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE AUSTRALE

Quel est l'objectif réel de cette série d'attaques contre la République Populaire du Mozambique ? Dans le contexte de l'Afrique Australe, la politique anti-impérialiste de la République Populaire du Mozambique, fondée sur l'indépendance nationale, sur le développement en comptant sur ses propres forces, sur la lutte contre l'exploitation, est envisagée par les grandes puissances impérialistes comme une menace de leurs intérêts dans la zone. La République d'Afrique du Sud, base sûre de l'impérialisme pour la matérialisation de ses tentatives de liquidation du régime populaire mozambicain, fonctionne comme l'arrière logistique, le centre de planification de la subversion et des attaques quotidiennes que la clique raciste de Ian Smith a déclenchées contre notre pays. Le pouvoir de Ian Smith, chef d'une bande de quelques latifundiaires installés en Rhodésie du Sud, est utilisé par l'impérialisme comme force opérationnelle. Ce ne sont donc pas des actions isolées et désespérées auxquelles nous assistons. Il s'agit en vérité d'un plan délibéré de la réaction internationale qui a un double objectif :

- d'abord, détruire la base anti-impérialiste que constitue la République Populaire du Mozambique. Son but clair est d'asphyxier la révolution mozambicaine tant que celle-ci est jeune et avant qu'elle ne se consolide ;

- en second lieu, détourner l'attention de la lutte développée en Rhodésie et en Afrique du Sud et la concentrer sur le Mozambique et les autres pays africains indépendants comme en témoignent les agressions systématiques contre notre pays et contre la République Populaire d'Angola, contre la Zambie et le Botswana.

Tunisie

LA RÉPRESSION CONTRE LES PRISONNIERS POLITIQUES S'AGGRAVE

Depuis la nomination de Taieb Kallali comme responsable des prisonniers politiques, la répression s'est aggravée dans les prisons tunisiennes. Toutes les prisons ont reçu une circulaire le 27 septembre dernier qui limite la correspondance des prisonniers politiques à une seule feuille ne parlant que de choses anodines. Les prisonniers politiques qui avaient obtenu d'être emprisonnés ensemble doivent être dispersés. Des menaces de limitation des visites des familles existent également.

Les prisonniers de la prison du Kef ont occupé la cour de la prison contre ces nouvelles mesures. Kallali a dirigé lui-même la répression. Les prisonniers ont été transportés à la prison de Nador où se trouvent des grottes creusées du temps de la colonisation, pour servir de caches d'armes. A leur arrivée les prisonniers politiques ont été obligés de passer un par un entre deux gardiens qui les frappaient. Les 9 prisonniers du Kef, Hamid ben Ayeda, Ferjani Cherif, Abdelaziz Trabelsi, Hedi Zemzemi, Mohamed Sghaier el Hadji, Moncef ben Hassan, Hama el Hammami, Fathi Bel Hadj Yahia, Nisar Krichène ont été enfermés dans les grottes, profondes d'un mètre et où l'air ne circule pas. Depuis le 29 sep-

tembre ils font la grève de la faim. 31 autres prisonniers politiques ont déclenché à leur tour une grève de la faim le 2 octobre. Le 4 octobre le responsable des prisonniers politiques a fait disperser les parents des prisonniers et a finalement interdit les visites.

DOUZE MINEURS CONDAMNÉS

Douze mineurs de la mine de Djerissa ont été condamnés en appel pour avoir déclenché une «grève illégale» au mois de juillet. 68 personnes sont passées en procès pour s'être opposées à des expropriations de terres, récupérées par un propriétaire foncier dans la région de Mcherga. La répression la plus violente continue de s'abattre

contre les ouvriers et les paysans tunisiens, alors que s'aggravent les conditions des prisonniers politiques.

Pour détendre l'atmosphère Bourguiba a libéré 20 prisonniers politiques, en fait il s'agit d'une comédie sinistre : les prisonniers libérés devaient

l'être de toutes façons dans quelques semaines, tandis que les conditions s'aggravent pour tous les autres. Les libérés sont en outre assignés à résidence et ont du fait de leur situation administrative les plus grandes difficultés à trouver du travail. Même hors de prison ils restent sous l'entier contrôle de la police.

Grève des transports à Tunis. Depuis le début de cette année, de nombreuses grèves que le régime réprime violemment.



Irlande

LA POLICE DEMANDE LA MORT DE PAUL ET MARY MURRAY

Le procès en appel de Mary Murray s'est déroulé sans Paul, son mari, et sans Mary elle-même, au-

● IRAN : DE NOUVELLES ARRESTATIONS : L'attentat contre un responsable de la Savak à Paris a servi de prétexte pour de nombreuses arrestations parmi les Iraniens vivant en France. Hier matin de nouvelles perquisitions avaient lieu.

Au cours du voyage de Giscard au mois d'octobre, le Chah avait demandé que les Iraniens en France soient plus étroitement surveillés. Poniatowski n'a pas attendu pour mettre en pratique la collaboration policière avec le Chah.

torisés à comparaître à la cour. Déjà lors de leur procès, ils n'avaient pu suivre les débats qu'à partir de leur cellule par le biais d'un interphone.

La décision du tribunal n'est pas encore connue, mais la police a exigé que la peine de mort soit confirmée contre eux et qu'elle soit exécutée rapidement, sinon les policiers menacent d'exiger d'être armés en permanence, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Une totale censure est observée en Irlande du Nord, sur ce procès qui met en application pour la première fois les méthodes judiciaires imposées par l'impérialisme britannique.

Le premier train Hanoi-Saïgon

Le premier train à franchir l'ancienne ligne de démarcation entre les régions Nord et Sud du Vietnam est arrivé à Saïgon lundi.

Plus que le trafic ferroviaire entre le Nord et le Sud, ainsi rétabli après trente ans de fermeture, cette réouverture symbolise la mise en place de la réunification. Systématiquement, les moyens sont réunis pour que le Vietnam, hier divisé, retrouve son unité, les liens brisés sont renoués un par un. Ainsi animé de la volonté de réaliser l'unification complète du pays, le peuple vietnamien entreprend de faire du Sud déséquilibré par la domination néocoloniale et du Nord, où le socialisme était en cours d'édification, un pays socialiste du Nord au Sud.

URSS : grèves a Dniepropetrovsk et vitebsk

Des grèves se sont déroulées dernièrement dans une usine métallurgique de Dniepropetrovsk et dans une usine de machine-outils de Vitebsk. Les milliers d'ouvriers ont exigé des augmentations de salaires et protestaient contre les hausses de prix.

Celles-ci sont déguisées : les vitrines des magasins alimentaires d'Etat sont fréquemment vides (la viande et le charcuterie sont notamment rares) et de nombreux produits doivent être achetés à des prix très élevés, sur les marchés libres. Ces grèves sont la poursuite des mouvements déclenchés dans toute l'URSS contre la dictature de la nouvelle bourgeoisie.

Espagne

NOUVEAUX AFFRONTEMENTS ENTRE LA POLICE ET LES GRÉVISTES

La police a tenté de pénétrer dans les locaux occupés par les conducteurs de bus dont la grève entre dans son neuvième jour. De violents affrontements ont résulté, les travailleurs s'opposant fermement à l'arrivée de la police. Quatre camarades ont été arrêtés à la suite de cette résistance. Par sa durée, par la détermination des grévistes, la grève des bus prend un écho de plus en plus important.

De plus en plus nettement la grève devient une bataille pour la liberté syndicale, pour imposer la reconnaissance des commissions ou-

vières, des représentants des travailleurs comme les seuls autorisés à négocier. Avant hier ces représentants ont été reçus par le gouverneur provincial. Les ouvriers exigent également que les accusations portées contre 7 travailleurs soient rapportées et que 33 d'entre eux renvoyés pour fait de grève soient réintégrés.

Par ailleurs des rumeurs commencent à courir à Madrid selon lesquelles la peseta serait dévaluée à nouveau. Le plan d'austérité de Suarez contre lequel se dresse la classe ouvrière se met en place.

GUADELOUPE: OU EN EST-ON? -3- Suite à «l'opération Soufrière»

Par Suzanne Vallée

DES DIZAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS GUADELOUPEENS RUINÉS

En deux mois, entre le départ précipité et le retour clandestin, le nombre des chômeurs, qui s'élevait déjà à plus de vingt mille s'est accru de plusieurs milliers. La ville de Pointe à Pitre a dû, avec le transfert de population venue de Basse Terre, en absorber dix mille en plus de ceux qui s'y trouvaient déjà.

En dépit de la publicité, les autorités n'ont logé qu'une vingtaine de milliers de personnes. Le reste, qui n'a pas eu droit à l'aide administrative, s'est logé chez les habitants, et le problème du ravitaillement, de la cohabitation, s'est posé très rapidement, avec son cortège de hausse des prix et de spéculation. A Pointe à Pitre, vers le 30 août, la bouteille d'eau coûtait 4 francs !

Les petits paysans, les ouvriers agricoles, (plus de 7 000) ont perdu leur travail, le peu de bêtes qu'ils possédaient, leurs terres, laissées à l'abandon, sont abimées, la récolte est en partie perdue. 400 dockers qui travaillaient à Basse Terre se retrouvent sur le pavé. Mais cela permettra sans doute aux gros planteurs de la montagne de liquider des plantations dont ils ne voulaient plus (le secteur est en crise et la main-d'œuvre, de plus en plus révoltée avait arraché en février des augmentations de salaire) et de se reconvertir ailleurs à la faveur des «indemnités» versées.

Le premier souci du pouvoir colonial a été de réduire au minimum les dépenses engagées au profit des «réfugiés» et de tenter de diviser le peuple guadeloupéen pour lui faire oublier que le problème de la Guadeloupe est avant tout un problème colonial. Son souci a été d'intensifier l'émigration, vers la France ou la Guyane ; de régler un certain nombre de conflits sur le dos des réfugiés.

Plus de deux mois après le déclenchement du «Plan ORSEC Soufrière», qui a conduit à la déportation - 72 000 personnes forcées d'abandonner leurs terres - il est clair que la politique du pouvoir colonial a accéléré la ruine des masses populaires en Guadeloupe. Après plusieurs semaines de propagande s'efforçant de présenter la puissance coloniale dans un rôle de providence («Déplacer 72 000 personnes, c'est énorme, disait le 30 août, Guillod, député de la majorité, à la mairie du Gosier, mais c'est une charge beaucoup moins lourde quand elle est répartie sur 53 millions d'habitants». «Qu'aurions nous fait, si nous étions livrés à nos propres ressources ?»)

C'est aujourd'hui le silence embarrassé sur les conditions d'hébergement faites aux «réfugiés» et les terribles difficultés qu'ils trouvent à leur retour.

COLERE CHEZ LES TRAVAILLEURS

GUADELOUPEENS

La propagande en faveur de la France bienfaitrice a fait long feu, très vite, les gens dans les centres, ont commencé à se poser des questions. Voyant que l'éruption, annoncée comme imminente ne se produisait pas, ils n'ont pas été dupes de la querelle de scientifiques que le gouvernement a tenté de rendre responsable des communiqués alarmistes et contradictoires qu'ils avaient lancés.

Très vite, dans certains centres, la solidarité s'organise avec le concours de militants révolutionnaires lesquels sont soumis, à leur entrée dans les centres, à un fichage systématique. Des liens se tissent avec la population accueillante. On s'efforce de lutter contre la division que les autorités coloniales veulent introduire entre les deux populations, notamment sur la question de l'école.

Dans plusieurs villes, on lutte contre la ségrégation introduite entre les enfants des hébergés et ceux des habitants ; de

nombreux parents refusent d'enterrer l'école à mi-temps et gardent leurs enfants chez eux. De nombreux enseignants, malgré la menace aigue qui pèse sur les auxiliaires, refuseront de faire cours dans ces conditions. On organise tant bien que mal, des cours communs, tout en expliquant que le vrai responsable de cette situation n'est pas la soufrière, mais le pouvoir colonial qui a tenu volontairement la population dans l'ignorance, et lui a imposé de telles conditions d'existence.

Les autorités dénoncent «l'utilisation politique» faite de la «catastrophe», elle accusent les «gauchistes» de noyauter les centres, elles préparent la répression : fermeture des grilles, gardiens à l'entrée, plusieurs centres sont «écartés», d'autres réunis... Pendant ce temps, les dockers de Pointe-à-Pitre exigent l'embauche de leurs camarades de Basse-Terre. Un «front commun pour la défense des hébergés» se crée à l'initiative de l'union générale des travailleurs de Guadeloupe, de l'union des paysans guadeloupéens, d'organisations d'inspiration chrétienne. Toute leur activité s'articule autour de la nécessaire solidarité pour faire pièce aux manœuvres de division du pouvoir.

Dénonçant l'attitude des hommes politiques en Guadeloupe, y compris les soi-disant communistes du P.C.G., qui ont servi de caution à toutes les décisions préfectorales et utilisent le problème comme instrument de manœuvre électorale, les travailleurs guadeloupéens prennent conscience du fait que la catastrophe naturelle les a d'autant plus frappés qu'ils sont soumis au colonialisme français. L'heure n'est plus aujourd'hui à demander comme le font les révisionnistes «une



Les terres laissées à l'abandon se sont abimées, la récolte est en partie perdue.

meilleure départementalisation» ni l'aumône de quelques terres octroyées au titre de la «réforme agraire» ou de «caisse d'allocation chômage», elle est à la dénonciation d'un pouvoir étranger qui opprime une nation.

Les pertes subies par les paysans et les ouvriers agricoles qui rentrent progressivement chez eux, pertes qu'il est encore difficile de chiffrer, et les difficultés économiques qui vont s'accroître dans le prochain mois, ne peuvent qu'intensifier la révolte qui grandit contre l'exploitation coloniale.

LETTE D'UN PRISONNIER

DU FOND DES GEOLES D'URUGUAY

Du fond des geôles uruguayennes, dans ce pays d'Amérique latine où sévit une dictature féroce grâce à l'appui continu de l'impérialisme nord-américain, nous parvient ce témoignage : la lettre d'un prisonnier politique à sa femme. C'est un réquisitoire contre le régime du Dr Aparicio Mendez, un appel à soutenir la lutte anti-impérialiste des peuples latino-américains.

«Ma chérie, moi. Comment arrives-tu à t'en sortir avec l'argent (...) Est-ce que la femme de Toto a eu son enfant ? Est-ce que tout s'est bien passé ? Dis le moi dans la lettre parce que lui est ici. Ils l'ont beaucoup torturé. Ne le lui dis pas.

Si tu reçois cette lettre, envoie moi, dans le prochain paquet, la moitié d'un savon. Maintenant, je suis un peu plus tranquille, et je vais mieux ; mais j'ai passé des mois que je ne pourrai jamais oublier. L'enfer... (...)

C'est impossible de décroire avec des mots combien vous me manquez toi et les enfants et ce que vous représentez pour

La vie ici est très difficile. Nous sommes une cinquantaine, mais on nous fait rester debout toute la journée sans pouvoir se parler. L'alimentation est très mauvaise (...). Nous avons

maigri de 15 à 20 kilos et certains camarades sont encore plus faibles.

Les tortures ont été brutales. Ils nous ont torturé en groupe devant les autres. Ils ont torturé plus spécialement certains de nos camarades : on les a emmenés à «la boucherie» comme disent les flics. Non seulement on est torturé mais on nous oblige à regarder et à entendre. Au début ils nous ont fait rester plusieurs jours debout, avec une cagoule, sans manger et en nous laissant faire nos besoins sur nous-mêmes. Ils ont donné tant de coups à une jeune fille qui s'était évanouie qu'on a dû l'emporter à l'hôpital. A plusieurs reprises on a cru que c'était fini mais ils recom-

mençaient. Maintenant beaucoup ne pourraient plus supporter parce qu'ils sont trop faibles.

D'après les commentaires des flics, il me semble qu'ils ont tué un camarade. Moi, pendant plusieurs jours, ils m'ont pendu avec des cordes, les mains attachées. Ils nous tapaient sur les doigts avec un bâton (d'où cette écriture : j'ai encore les doigts enflés). Ils nous laissaient la tête sous l'eau dans l'abreuvoir.

Tous les jours on était tabassé au karaté et à coups de bâton. Cette torture était seulement destinée à nous briser, ils ne posaient pas de questions. Les interrogatoires viennent après, et c'est

bien pire ! Ils m'ont pendu et m'ont frappé partout, surtout aux testicules. Ils m'ont passé à la gégène avec un câble dans chaque oreille. C'était horrible. Ils ont violé toutes les jeunes filles et devant des membres de leurs familles quand ils étaient prisonniers.

Un jour, ils nous ont fait mettre en rang et ils ont appelé Eduardo Bleier ; ils lui ont fait faire un pas en avant, ils l'ont poussé dans un fossé. Ils ont obligé d'autres camarades à le recouvrir de terre et à tasser avec les pieds, les camarades ont refusé ; il y a eu des crises de folie et ils nous ont frappé sauvagement. Ils ont enlevé Eduardo Bleier à moitié

mort et l'ont emmené à l'hôpital. Depuis nous n'avons pas de nouvelles.

Le Noir C. m'a montré sa bouche, ils lui ont cassé toutes les dents. Il a les cheveux blancs et a perdu la moitié de son poids. Pour l'instant tout est fini (...) Nous attendons de voir le juge bien qu'on puisse être jugés sans jamais le voir. J'ai hésité longtemps avant de t'écrire tout cela mais la situation est très grave, je ne sais pas si je pourrai supporter encore la torture. Du dehors il faudra faire quelque chose pour que cela s'arrête.

Je t'aime plus que tout. Grosses bises à toi et aux enfants. Ecris-moi».

DANS NOTRE COURRIER

2^e Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés en France
31 octobre - 15 novembre 1976
ASNIERES-GENNEVILLIERS CLICHY

7 NOVEMBRE - 14 h - 20 h Chanteurs et musiciens marocains

Maison du Peuple
 Bd du général Leclerc
 Clichy
 français

Le théâtre Zait et Balt
 présente : «On y va Zait»
 Pièce jouée en arabe et

Groupe folklorique des Portugais de l'association «portugal nouveau»
 Débats

12 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Film «O Salto» sur l'immigration clandestine portugaise
 Petit théâtre (C.A.S)
 16 place de l'Hôtel de Ville
 Asnières

Le chanteur algérien Didène Tlemcani

13 NOVEMBRE - 19 h - 23 h Le théâtre Tempo du Mulhouse présente :
 Centre de rencontres
 72 rue Victore Hugo
 Bois-Colombes

«Mataram um emigrante»
 «Ils ont tué un immigré»
 Groupe de musique Mass Devia

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
 Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
 Directeur de publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Un travailleur algérien chez Renault :

«J'étais dans la lutte de libération !»



Des combattants algériens des maquis

—«Ce sont les événements de Setif et Guelma en 1945, où 45 000 des nôtres sont tombés, qui ont galvanisé le peuple pour la lutte. Le 8 mai 1945, était prévue une manifestation pacifique sur tout le territoire algérien, pour célébrer la chute du nazisme et rappeler le compromis passé avec les responsables et Leclerc, pour récupérer notre jeunesse qui était dans son armée. Ce compromis avait été entériné par De Gaulle dans son discours de Brazzaville. C'est au moins ce que nous avions cru. A Sétif et Guelma la riposte du colonialisme a été féroce. J'ai été moi-même jeté en prison. Libéré, j'ai préféré m'exiler en France.

En Algérie, il y avait plusieurs organisations. Les Oulémas, qui réclamaient le respect des religions. L'organisation du Manifeste Algérien de Fehrat Abbas, qui préconisait l'intégration, puis il

y avait le P.P.A. qui ne reconnaissait pas la France, et préconisait la lutte révolutionnaire, la lutte du peuple. Le 1^{er} novembre 45, on a créé une association des 3 organisations. Mais c'est quand il y a eu une scission sur la base de la lutte armée pour l'indépendance que le 1^{er} novembre a été déclenché.

La victoire des peuples d'Indochine a déterminé le peuple algérien à rentrer dans la lutte pour l'indépendance.

L'indépendance, c'est le fruit de la lutte des Algériens, obtenue grâce à la détermination du peuple. Les Français ne l'avaient pas prévue, ils ne voulaient pas y croire. Je me rappelle à Paris, dans le journal «France-Soir», la 1^{ère} édition titrait «Révolte en Algérie». Dans la seconde édition, l'information avait disparu. Aujourd'hui, c'est l'impérialisme qui a disparu d'Algérie.

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● **A un abonnement au choix à :**

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● **Et à un livre ou un disque au choix**

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● **Sur présentation de la carte**

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 «Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
 «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 «Jean Rome», 1, rue des Grès à Clermont-Ferrand
 Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

● **Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»**

feuilleton

325 000 FRANCS

de Roger VAILLAND

Editions Buchet-Chastel

39^e épisode

1^o pour comprendre que Busard se réjouisse d'avoir trouvé le moyen de gagner les 325 000 francs dont il a besoin. L'acquisition d'une somme d'argent supérieure à celle qui est nécessaire pour la vie quotidienne, pose pour tout ouvrier un problème difficile et souvent sans solution. Mais :

2^o pour s'étonner que la satisfaction de Busard soit sans réserve. Les 325 000 francs vont lui coûter cher : 187 jours d'un travail de machine; Morel a assez vécu près des presses pour imaginer l'ennui de ceux qui les manœuvrent; et il est assez jeune pour que les 187 jours d'ennui lui paraissent une éternité de malheur. Plus, sa saison de coureur. Plus les 30 000 francs au remboursement desquels il a tacitement renoncé pour obtenir le droit de servir la presse aux carrosses plus d'heures qu'il n'est de règle à Plastoform.

Busard aussi est conscient que les 325 000 francs vont lui coûter cher. Mais il les veut. Il est dans l'état d'esprit du coureur qui sprinte pour une prime au passage; il la veut; il gaspille ses réserves de force; tant pis pour le coup de pompe qui suivra nécessairement. Ou comme le vieillard, ruiné par une fille, qui vend sa rente viagère pour faire un cadeau qui lui méritera encore un sourire, un instant de bonne grâce, le dernier. Toutes les passions provoquent le même affolement, la même course éperdue dans un couloir sans issue, quand elles sont parvenues au point où celui qui les subit, comme disent les joueurs, flambe.

Paul Morel se mourait de savoir le secret de Busard. Pourquoi payait-il si gros pour se procurer dans les six mois 325 000 francs? Il l'invita à boire un verre.

« Une fine, commanda Morel.

— Un vittel fraise », dit Busard.

Mais il se ravisa aussitôt. Ne courant plus, il n'était plus condamné à l'abstinence.

« Une fine aussi », dit-il.

Il n'avait pas encore réalisé cet autre aspect de son entreprise. Il ne faisait plus partie de la cohorte des héros qui renoncent volontairement aux petites facilités. Ce fut ce qui lui poigna davantage le cœur. Il n'aurait jamais plus rien à sacrifier à la forme. Il était rentré dans le rang, devenu pareil aux vieux ouvriers qui n'ont plus d'espérance, et qui boivent à la sortie de l'usine, pour substituer la chaude somnolence de l'alcool à la morne somnolence du travail machinal; ils ne se réveillent jamais; la forme est au contraire l'extrême pointe de l'éveil. Il eut des larmes dans les yeux.

Morel en comprit aussitôt la raison. Le brusque ravissement de Busard, réclamant une fine, avait déclenché en lui la même association d'idées. Il fut tout près d'avoir lui aussi les larmes aux yeux. Il n'est pas foncièrement mauvais. Il chercha dans son portefeuille. Il n'avait que 5 000 francs sur lui.

« Tiens, dit-il, comme cela, je ne te dois plus que 25 000... je te les rendrai 5 000 par mois... Parole d'homme... Ça te fera quelques jours de moins à rester à la machine.

— Merci, dit froidement Busard.

— Enfin, dit Paul Morel, peux-tu me dire pourquoi tu as absolument besoin de ces 325 000 francs?

— Je veux, dit farouchement Busard, vivre aujourd'hui! »

(à suivre)

BLOC-NOTES

LE BOUFFON DU ROI

Les rois de France avaient leurs bouffons chargés d'organiser les distractions de la cour; Giscard, lui, a Mourousi. Faut-il organiser une semaine franco-soviétique à la télévision? Mourousi est là. Faut-il redorer le blason de l'armée et de la gendarmerie? Mourousi organise une fête aux Tuileries. Faut-il faire de la publicité pour Concorde, faire connaî-

tre Mario Soarès et sa femme du public français, faire arriver le Tour de France aux Champs Elysées? C'est Mourousi qui s'en charge. Et pourtant! Il y a à peine dix ans, il était un inconnu, journaliste à Inter Service Jeunes (de France-Inter) pour donner des conseils aux parents sur l'orientation de leurs enfants... Puis il passe à

«13-14», le journal de France Inter et enfin à TF1. Quelle carrière fulgurante. Il faut dire qu'entre-temps, il y a eu les événements de 68 et la remise au pas de la télévision. Que d'occasions pour un jeune arriviste, prêt à toutes les basses besognes pourvu qu'on parle de lui.

Avec ses cheveux courts, ses lunettes de sport, ses

complets bien taillés, Mourousi a tout du jeune cadre dynamique, «accrocheur» comme on dit dans les petites annonces des journaux bourgeois. Avec lui, les grandes catastrophes sont réduites à l'état de légers incidents, de malheureuses conséquences de la fatalité. D'ailleurs tout ce qui concerne la vie des travailleurs, des masses populaires ne l'intéresse pas. Non, ce qui le préoccupe, ce sont les vedettes aussi bien dans le domaine de la politique que dans les autres. Et plus ces vedettes paraissent lointaines et inaccessibles, plus il est content d'être vu en leur compagnie. Il fallait le voir la semaine dernière au Kremlin, interviewant Brejnev. Etre appelé «Tovaritch Mourousi» et se faire taper sur l'épaule par «le chef du plus puissant parti politique du monde» (France-Soir du 8/10/76), voilà qui plaît à Monsieur Mourousi.

Quant à la semaine franco-soviétique de TF1, ce fut un véritable festival: Mourousi au Kremlin, avec les cosmonautes, au Bolchoï avec les patineurs... La vie du peuple soviétique et son passé révolutionnaire, la féroce dictature des nouveaux tsars... connaît pas.

D'ailleurs on lui prête de nouvelles ambitions. Des langues indiscrètes prétendent qu'il va se présenter aux élections municipales, sur une liste «apolitique», bien entendu, suivant les traces d'un des hommes politiques qu'il admire le plus, Edgar Faure, un spécialiste des retournements de veste.

Avec un individu de cet acabit, Giscard ferait bien de se méfier. Il pourrait devenir un concurrent sérieux, car, pour ce qui est du magouillage et de la poudre au yeux, Mourousi en connaît un rayon...

B.B.

J.P. BOULOGNE

A PROPOS DES PETITES
ENCYCLOPÉDIES

«LA CUISINE CHEZ SOI»

Ne parvenant plus, par suite de la crise, à caser ses luxueuses collections en X volumes, payables par traites (Encyclopédie de la Femme, de la Cuisine, de la Littérature...), les éditions de la bourgeoisie pratiquent maintenant une autre politique: elles lancent régulièrement sur le marché, à grands renforts de publicité par radio, des séries sur le cinéma, le sport, l'anglais, la couture, la cuisine, la montagne... Cela s'achète dans les kiosques, en petites tranches hebdomadaires contre une pièce de 5 F.

Ces nouvelles collections ont un certain succès. Le savoir accordé aux travailleurs dans les écoles est mince et peu lié à l'actualité culturelle ou scientifique. D'où le besoin de connaître davantage de ce monde qui nous entoure; d'où le désir de grappiller quand on peut et où l'on peut des bribes de savoir.

S'appuyant sur cette juste soif de connaissance des masses, la bourgeoisie fait par ces encyclopédies une opération doublement bénéfique: sur le plan financier

d'abord, mais aussi sur le plan idéologique car c'est pour elle un moyen indirect d'infiltrer sa conception du monde, d'inciter les lecteurs à calquer leurs besoins, leur mode de vie sur ceux de la classe dominante.

«LES DOIGTS D'OR
DE LA CUISINE»

Ainsi, l'une des dernières en date de ces encyclopédies, «Les doigts d'or de la cuisine»: de magnifiques photos en couleur étalant des plats rares, décorés avec soin, avec tout un environnement d'ustensiles luxueux; des recettes à base de produits franchement inaccessibles à un budget moyen. Et le genre de recettes est présenté dans la préface comme constituant la «cuisine familiale», «celle que l'on souhaite faire chez soi au jour le jour»!

Quelle femme travaillant huit heures par jour, à l'usine, dans un bureau, ayant à faire face ensuite à toutes sortes de tâches de retour à la maison, pourra ainsi consacrer pour un seul plat une

heure ou deux d'une journée déjà archi-remplie?

Et le résultat n'est-il pas une certaine culpabilisation à la lecture de ce genre d'encyclopédie? Faire regretter de ne pouvoir réaliser à grands frais et à grandes pertes de temps ces plats mirifiques si joliment photographiés. Pour les femmes au foyer particulièrement, d'autant que pèse plus lourdement sur elles, dans leur isolement, l'idéologie patriarcale qui fait juger une femme à ses talents ménagers, culinaires.

LES TRADITIONS
POPULAIRES

Ne serait-il pas juste d'opposer à ces recettes prétentieuses, reflétant la vanité, le goût de paraître de la classe dominante, une conception populaire de la cuisine.

On peut puiser largement aux traditions populaires des régions, utiliser des recettes populaires qui émanent de tout un passé d'expérience, de pratique, d'ingéniosité.

B.B.

J.P. BOULOGNE

programme télé

VENDREDI 5 NOVEMBRE

TF 1

18 h 35 - Chapi Chapo
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte!
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête
22 h 00 - Zéphyre ou les nymphes de Diane
22 h 50 - JOURNAL ET FIN

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Il était une fois la caméra invisible

20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Le cœur au ventre
21 h 30 - Aphostrophes
22 h 40 - JOURNAL
22 h 45 - Ciné-club. Charlie Bubbles.

FR 3

18 h 50 - Des livres pour nous
19 h 05 - Des talents et des gens
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 Heures
20 h 30 - Vendredi. Magazine d'information et de réflexion.
21 h 30 - Méditerranée.
22 h 25 - JOURNAL
22 h 40 - La télévision régionale
22 h 55 - Fin des émissions

